

Objet : Approbation du plan de formation 2020-2022

L'an deux mille dix-neuf, le dix-huit décembre, à vingt heures trente, les Délégués des communes adhérentes à la Communauté de Communes Commercys Void Vaucouleurs, convoqués le douze décembre 2019, selon les règles édictées par le Code Général des Collectivités Territoriales, se sont réunis à Vaucouleurs.

Etaient présents :

Boncourt sur Meuse : MIDENET Éric ; **Boviolles** : LIGIER Jean-Pierre ; **Brixey-aux-Chanoines** : TRAMBLOY Jean Marie ; **Burey en Vaux** : CAUMIREY Dominique ; **Burey -La-Côte** : LANGARD Jean Michel ; **Chalaines** : SANCHEZ Christine *suppléante de HOCQUART Patrick* ; **Champougny** : VINCENT Éric ; **Chonville Malaumont** : LANTERNE Bruno ; **Commercy** : BARREY Patrick, LEFEVRE Jérôme, CAHU Gérald, DABIT Annette, LE BONNIEC Alain , CARE Florent, GUCKERT Olivier, LEMOINE Olivier; RICHARD Suzel, THIRIOT Elise ; **Cousances les Triconville** : BIZARD Michel ; **Dagonville** : WENTZ Dominique **Epiez sur Meuse** : HENRION Mauricette ; **Erneville-Aux-Bois** : DRUPT Hubert ; **Euville** : FEROLI Alain, HIRSCH Philippe ; **Goussaincourt** : BISSINGER Michel ; **Laneuville-au-Rupt** : FURLAN Jacques ; **Lérouville** : BRUNO Patricia, PORTEU Brigitte, VIZOT Alain ; **Marson sur Barboure** : PETITJEAN Joël ; **Maxey-sur-Vaise** : DINTRICH Jean Luc ; **Mécrin** : MOUSTY Michel ; **Mélny le Petit** : BOUCHOT Christian ; **Naives-En-Blois** : VAUTHIER Daniel ; **Nançois-Le-Grand** : ORBION Claude ; **Neuville-les-Vaucouleurs** : TIRLICIEN Alain ; **Pagny la Blanche Côte** : ROUVENACH Daniel ; **Pagny sur Meuse** : MAGNETTE Jean-Marc ; **Reffroy** : LECLERC Francis ; **Rigny Saint Martin** : POIRSON Éliane ; **Saint Aubin sur Aire** : FALLON Luc ; **Saint Germain sur Meuse** : ANDRE Patrick ; **Sauvigny** : BESSEAU Frédéric ; **Sepvigny** : LIEGAUT René ; **Taillancourt** : MAZELIN François ; **Troussey** : GUILLAUME Alain ; **Ugny sur Meuse** : FIGEL Régis ; **Vadonville** : BON Bénédicte ; **Vaucouleurs** : DINE Régis, FAVE Francis, GEOFFROY Alain ; **Villeroy-sur-Méholle** : LAURENT Eddy ; **Void-Vacon** : GAUCHER Alain ; **Willeroncourt** : LAFROGNE Nicolas

Suppléant présent sans pouvoir de vote

Boviolles : SAMSON Fabrice ; **Chonville Malaumont** : BENICHOUX Roselyne, **Laneuville-au-Rupt** : Lux Michel,

Absents

Bovée-sur-Barboure : LEROUX Dominique ; **Broussey en Blois** : BELMONT Stéphanie ; **Chalaines** : HOCQUART Patrick ; **Commercy** : BOUROTTE Liliane, BRETON Natacha, PAILLARDIN Delphine, MAROTEL Jacques, VAUTRIN Jean-Philippe ; **Euville** : HERY Joël, SOLTANI Denis ; **Grimaucourt-Près-Sampigny** : FILLION Jean Charles ; **Mélny-le-Grand** : WAGNER Dominique, **Ménil-La-Horgne** : CONNESSON Jean Claude, **Montbras** : THOMAS Claude ; **Montigny les Vaucouleurs** : NAJOTTE Sylvie ; **Rigny la Salle** : ASSADOURIAN Marc **Pagny sur Meuse** : PAGLIARI Armand ; **Ourches sur Meuse** : GUILLAUME François ; **Pont sur Meuse** : GRUYER Reynald ; **Saulvaux** : LEROUX Patrice ; **Sauvoy** : THIRIET Philippe ; **Sorcy Saint Martin** : DELOGE Robert, MARTIN Franck;; **Vaucouleurs** : GIANNINI Cédric ; **Vignot** : BUCQUOY Régine, THOMAS Guylaine CHAFF Daniel; **Void-Vacon** : BOKSEBELD Virginie, LHERITIER Jean Paul, ROCHON Sylvie

Pouvoirs ont été donnés à :

Brigitte PORTEU de GRUYER Reynald, Alain FEROLI de SOLTANI Denis, Philippe HIRSCH de HERY Joël, VAUTHIER Daniel de CONNESSON Jean Claude, Jean-Marc MAGNETTE de Armand PAGLIARI, Olivier LEMOINE de BOUROTTE Liliane, Michel MOUSTY de Robert DELOGE, Dominique WENTZ de Cédric GIANNINI, Elise THIRIOT de Guylaine THOMAS, Éric MIDENET de Jean Charles FILLION, Alain GAUCHER de Virginie BOKSEBELD

Secrétaire de séance : LIEGAUT René

Nombre de membres en exercice : 83

Nombre de membres présents : 54

Nombre de pouvoirs: 11

Nombre de suffrages exprimés : 65

VOTES : Pour : 65 - Contre : 0 - Abstention : 0

Objet : Approbation du plan de formation 2020-2022

18/12/2018 Délibération n° 197-2019

Envoyé en préfecture le 31/12/2019

Reçu en préfecture le 31/12/2019

Affiché le

ID : 055-200066157-20191218-197_2019-DE

La formation tout au long de la vie professionnelle est l'un des moyens de répondre aux besoins de compétences des agents au sein de la collectivité (recrutement, mobilité, management, motivation...). Ainsi, le plan de formation permet de clarifier les réels besoins en formation des agents dans un environnement où le développement régulier des compétences des collectivités territoriales s'accroît et où le contexte professionnel s'avère de plus en plus complexe.

Dans un contexte général en évolution constante, la formation professionnelle représente un levier majeur d'accompagnement et de transformation permettant de faire face efficacement aux mutations institutionnelles, économiques et sociales.

La loi du 19 février 2007 relative à la fonction publique territoriale a rappelé l'obligation pour toutes les collectivités territoriales d'élaborer un plan de formation.

La collectivité élabore son plan de formation pour une application dès 2020 pour une durée de trois ans.

La définition des enjeux permet de formaliser les orientations politiques de la collectivité en matière de formation en intégrant les obligations légales citées précédemment. Les projets et les priorités de la collectivité sont exposés afin d'être transcrits en axes de formation et de développement des compétences.

Suite à la réunion du comité technique, les orientations politiques suivantes ont été validées par le conseil communautaire :

- permettre d'exercer avec une meilleure efficacité les fonctions qui sont confiées aux agents en vue de la satisfaction des besoins des usagers et du plein accomplissement des missions de service public,
- favoriser le développement des compétences des agents et la définition de leur projet professionnel,
- permettre d'assurer l'adaptation des agents à leurs postes de travail et au maintien de leurs capacités à occuper leur emploi au regard des évolutions possibles : législatives, nouvelles compétences de la structure intercommunale,
- garantir l'adéquation des formations au besoin de développement des compétences.

Afin de répondre à la demande en formation, la déclinaison des objectifs a permis de structurer le projet de plan de formation de la Communauté de Communes en 7 axes de développement de compétences :

I- la culture partagée et les outils fondamentaux nécessaires à l'exercice professionnel

- l'environnement de travail,
- les outils et les savoirs faire de base nécessaires à l'exercice professionnel,
- les bases de la sécurité au travail dans une culture de prévention des risques.

II- Les services techniques

III- Le service enfance jeunesse

IV Le service Urbanisme/Habitat

V- Les autres services

VI- Les missions réglementées (les assistants de prévention, les régisseurs d'avances et de recettes, ACFI etc.)

VII- L'accompagnement des parcours professionnels

- les préparations aux concours et examens professionnels,
- les actions de lutte contre l'illettrisme et d'apprentissage de la langue française.

Il est proposé la validation du plan de formation

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré, à l'unanimité,

Vu la loi n°84-53 du 26 janvier portant statut de la Fonction Publique Territoriale ;

Vu la loi n°2007-209 du 19 février 2007 relative à la Fonction Publique Territoriale ;

Vu l'avis favorable du Comité technique en date du 26 Novembre 19 ;

- **APPROUVE** le plan de formation structuré en 7 axes de développement de compétences ;
- **ACTE** que ce plan sera mis en œuvre dès 2020 pour une durée de trois ans.
- **ACTE** que les propositions d'actions pourront au cours de la période retenue faire l'objet d'adaptations en fonction des besoins. Il sera alors possible de compléter le plan pour l'adapter aux besoins de l'organisation de la collectivité et aux sollicitations du personnel.

Ainsi fait et délibéré les jour, mois et an susdit.

Pour extrait conforme et attestation du caractère exécutoire.

Le Président

Francis LECLERC



Date de convocation : 12/12/2019

Le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte, informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de la présente notification.